

RCS : NIMES Code greffe : 3003

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIMES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 01095 Numéro SIREN : 512 947 755 Nom ou dénomination : 3L
--

Ce dépôt a été enregistré le 03/12/2018 sous le numéro de dépôt B2018/011723

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n°de dépôt : **B2018/011723**
n°de gestion : **2009B01095**
n°SIREN : **512 947 755 RCS Nîmes**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Nîmes certifie avoir procédé le 03/12/2018 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

3L - Société par actions simplifiée
25 rue du Docteur Blanchard 30700 Uzès -FRANCE-

date de clôture : 31/12/2017

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



1099425

B 4723

COMPTES ANNUELS



LLL -LES LIENS QUI LIBERENT-
25 rue Docteur Blanchard
30700 UZES

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

ETATS FINANCIERS

Bilan

BILAN ACTIF

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 699	5 699		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions	114 918	14 365	100 553	106 299
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	279 378	76 354	203 024	225 471
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations	380 875		380 875	380 875
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 400		10 400	10 400
Actif immobilisé	791 271	96 418	694 852	723 045
Stocks de matières premières, d'approvisionnements	86 163		86 163	89 908
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services	36 292		36 292	49 740
Stocks produits intermédiaires et finis	232 426	137 221	95 205	94 184
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	2 496		2 496	
Créances clients et comptes rattachés	565 423	17 250	548 173	1 544 524
Autres créances	1 237 774	176 006	1 061 768	730 280
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	450 737		450 737	252 687
<i>Dont actions propres</i>				
Disponibilités	119 691		119 691	238 005
Charges constatées d'avance	967		967	763
Actif circulant	2 731 968	330 477	2 401 491	3 000 090
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL	3 523 239	426 895	3 096 344	3 723 135

BILAN PASSIF

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel	15 000	15 000
<i>Dont versé</i>	15 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale	1 500	1 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
<i>Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours</i>		
Autres réserves	26 542	16 165
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>	26 542	
Report à nouveau	2 154 389	1 753 759
RESULTAT DE L'EXERCICE	(197 855)	501 007
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	1 999 576	2 287 431
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	435 619	399 241
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges	435 619	399 241
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	220	211
Emprunts et dettes financières divers	30 000	30 000
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	223 627	310 573
Dettes fiscales et sociales	47 484	258 635
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	359 817	432 844
Produits constatés d'avance		4 200
Dettes	661 149	1 036 463
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL	3 096 344	3 723 135

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	France	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	986 590	54 112	1 040 702	2 273 595
Production vendue de services	5 576		5 576	6 054
Chiffre d'affaires net	992 166	54 112	1 046 278	2 279 649
Production stockée			(3 124)	60 272
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 400	20 714
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			46 773	71 527
Autres produits			8	8
Produits d'exploitation			1 098 335	2 432 169
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			86 488	149 871
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			4 609	5 485
Autres achats et charges externes			525 157	649 552
Impôts, taxes et versements assimilés			14 714	24 897
Salaires et traitements			156 621	163 685
Charges sociales			62 292	59 396
Dotations aux amortissements sur immobilisations			28 192	29 190
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			106 119	82 511
Dotations aux provisions pour risques et charges			36 378	
Autres charges			244 441	488 505
Charges d'exploitation			1 265 011	1 653 092
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(166 677)	779 077
Bénéfice attribué ou perte transférée				4 093
Perte supportée ou bénéfice transféré			32 782	38 993
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 158	1 633
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				6
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Produits financiers			1 158	1 640
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			505	608
Différences négatives de change				54
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières			505	662
RÉSULTAT FINANCIER			653	977

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(198 806)	745 155
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			956	150
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits exceptionnels			956	150
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			6	3
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Charges exceptionnelles			6	3
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			950	148
Participation des salariés au résultat de l'entreprise				
Impôt sur les bénéfices				244 295
TOTAL DES PRODUITS			1 100 449	2 438 053
TOTAL DES CHARGES			1 298 304	1 937 045
BÉNÉFICE OU PERTE			(197 855)	501 007

ANNEXE

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de notre société ont été établis en euros en application des règles comptables françaises. Ces règles sont issues des articles L.123-12 à L. 123-28 et des articles R. 123-172 à R. 123-202 du Code de Commerce. En outre, le Plan Comptable Général 1999 a été respecté conformément au règlement 99-03 du Comité de Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels prévues par les articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général.

Le règlement de l'ANC 2016-07 du 04/11/2016 relatif à la réécriture du PCG applicable à la clôture de l'exercice est respecté.

Société Mère Consolidante

Les comptes de notre société sont compris, selon la méthode de la mise en équivalence, dans les comptes consolidés de la SA ACTES SUD 47, rue du Dr Fanton 13200 ARLES.

Méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Notre société applique les textes du CRC sur la définition, la comptabilisation, l'évaluation des actifs, l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques / Matériels et outillages	5 ans
Installations générales, agencements et aménagements	7 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	2 à 3 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
....	

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Stocks et en-cours

La valeur brute des stocks et en-cours de livres est évaluée conformément aux principes généraux du « Guide comptable professionnel de l'édition » et fait l'objet d'une valorisation unitaire par titre comprenant le coût des matières premières et les coûts de fabrication.

Une provision pour dépréciation dénommée « Risques de méventes » est appliquée à la date de clôture de l'exercice. Compte tenu de la spécificité de la ligne éditoriale de notre société, les ouvrages sont appréciés titre par titre selon les catégories 1, 2 et 3 décrites dans le Guide comptable professionnel de l'édition.

Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les « à-valoir » consentis sur les droits d'auteurs, éditeurs et traducteurs font l'objet d'une provision pour dépréciation calculée en fonction de l'année de parution des titres concernés, et destinée à traduire les risques de méventes.

Provision pour risques

En application du Guide comptable professionnel de l'édition, une provision pour risque de retour est constituée à la clôture de l'exercice.

Cette provision destinée à couvrir la possibilité offerte aux libraires de retourner dans un certain délai les livres invendus, est estimée en fonction des ventes à l'office des cinq derniers mois affectées d'un coefficient de retour moyen constaté.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

La comptabilisation du CICE a été réalisée par une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013) ;

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution de leur fonds de roulement.

Pour mémoire, le CICE perçu en 2017 au titre de l'exercice 2016 s'est élevé à 2 039 €.

En 2017, les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

- Diminution des charges de personnel de 2 654 €.

Informations relatives aux opérations réalisées avec des entreprises liées

Une dette de 30 000 €, relative à une avance en compte courant de la société ACTES SUD SA, est comptabilisée au bilan de notre société dans la rubrique « Groupe et associés ».

Informations relatives aux filiales et participations

Notre société détient une participation de 22.97 % du capital de la SCI LES CONSULS, rue Droite 30190 Brignon.

La valeur de ces titres est inscrite à l'actif immobilisé de notre bilan pour 380 375 €.

Notre société a une créance envers la SCI DES CONSULS inscrite à l'actif circulant de notre bilan pour 621 668 €.

Au 31/12/2017, la SCI LES CONSULS affiche un capital de 1 658 000 €, et a réalisé un chiffre d'affaires de 82 505 € et un résultat net de - 42 064 €.

Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

Néant

Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

Engagements financiers donnés et reçus

Néant

IMMOBILISATIONS

Augmentations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	5 699		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	114 918		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	204 089		
Matériel de transport	2 397		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	72 892		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total des immobilisations corporelles	394 296		
Participations et mises en équivalence			
Autres participations	380 875		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	10 400		
Total des immobilisations financières	391 275		
TOTAL	791 271		

Diminutions

Rubriques	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors-service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			5 699	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			114 918	
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers			204 089	
Matériel de transport			2 397	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			72 892	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles			394 296	
Participations et mises en équivalence				
Autres participations			380 875	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			10 400	
Total des immobilisations financières			391 275	
TOTAL			791 271	

AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations	Dotations	Diminutions	Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles	5 699					
Terrains		0			0	5 699
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui	8 619		5 746			14 365
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Inst. générales, agencements et divers	37 297		20 409			57 706
Matériel de transport	2 397					2 397
Mat de bureau et informatique, mobilier	14 214		2 037			16 251
Emballages récupérables et divers						
Total immobilisations corporelles	62 526		28 192		0	90 719
TOTAL	68 226		28 192		0	96 418

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations			Reprises		Mouvement net amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnels	Différentiel de durée	Mode dégressif fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Constructions installations gales						
Inst techniques et outill. indust.						
Inst gales, agencements et divers						
Matériel de transport						
Mat de bureau, infor. et mobilier						
Emballages récupérables et divers						
Total des ventilations immos.						
Frais d'acquisition de titres de participation						
TOTAL GENERAL						
	TOTAL DES DOTATIONS			TOTAL DES REPRISES		DOTATIONS - REPRISES

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	399 241	36 378		435 619
TOTAL	399 241	36 378		435 619

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours	128 781	54 007	45 567	137 221
Provisions sur comptes clients	6 676	11 561	987	17 250
Autres provisions pour dépréciation	134 592	41 414		176 006
TOTAL	270 049	106 982	46 554	330 477
TOTAL GÉNÉRAL	669 290	143 360	46 554	766 096

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances				
Rubriques		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		10 400		10 400
Total de l'actif immobilisé		10 400		10 400
Clients douteux ou litigieux		17 946		17 946
Autres créances clients		547 477	547 477	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie				
Personnel et comptes rattachés		5 785	5 785	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat – Impôts sur les bénéfices		182 876	182 876	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée		21 812	21 812	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés		3 950	3 950	
Etat – Divers		2 983	2 983	
Groupes et associés				
Débiteurs divers		1 022 865	401 197	621 668
Total de l'actif circulant		1 805 694	1 166 080	639 614
Charges constatées d'avance		967	967	
TOTAL		1 817 061	1 167 047	650 014

Etat des dettes				
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	220	220		
Emprunts et dettes financières divers	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	223 627	223 627		
Personnel et comptes rattachés	14 799	14 799		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	27 055	27 055		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 497	1 497		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 134	4 134		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	30 000	30 000		
Autres dettes	359 817	359 817		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	661 149	661 149		

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	4 408
- Autres créances (CVAE)	3 950
<i>dont avoirs à recevoir</i>	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	8 358

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	220
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 721
Dettes fiscales et sociales	9 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	22 148
TOTAL	87 440

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Subventions		0
Téléphone	129	
Location matériel	44	
Maintenance informatique	351	
Documentation	283	
Médecine du travail	160	

Total	967	0
--------------	------------	----------

CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social

Catégories de parts ou d'actions	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture d'exercice	Valeur nominale
1- Actions ordinaires	15 000			15 000	1
2- Actions amorties					
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)					
4- Actions préférentielles					
5- Parts sociales					
6- Certificats d'investissements					
Total	15 000			15 000	

Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)

Catégories	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
1- Actions ordinaires			
2- Actions amorties			
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)			
4- Actions préférentielles			
5- Parts sociales			
6- Certificats d'investissements			

3 L - LES LIENS QUI LIBERENT
Société par actions simplifiée au capital de 15 000 euros
Siège social : 25 rue Docteur Blanchard, 30700 UZES
512 947 755 RCS Nîmes

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 22 JUIN 2018

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élevant à -197 855,37 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice :	197 855,37 euros
-----------------------	------------------

Au compte "report à nouveau"	-197 855,37 euros
------------------------------	-------------------

Auquel s'ajoute	
Un prélèvement sur le compte « report à nouveau » de	-5 231,00 euros
S'élevant ainsi 1 951 302,80 euros	

Afin de doter la "Réserve spéciale Œuvre d'art" pour	5 231,00 euros
S'élevant ainsi à 31 773,00 euros.	

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 1 999 575,80 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31/12/2014 :
40 000 euros, soit 2,67 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 40 000 euros

Exercice clos le 31/12/2015 :
40 000 euros, soit 2,67 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 40 000 euros

w
89

Exercice clos le 31/12/2016 :
90 000 euros, soit 6,00 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 90 000 euros

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 22 juin 2018

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président
Henri TRUBERT





S.A.S LES LIENS QUI LIBERENT

**Rapport des commissaires aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2017**

CAPSUD
expertise & audit
Société d'expertise comptable et de
commissariat aux comptes, inscrite
au tableau de l'ordre des experts
comptables de la région de Montpellier
et sur la liste des commissaires aux
comptes, près la Cour d'Appel de
Montpellier.



S.A.S LES LIENS QUI LIBERENT

**Rapport des commissaires aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2017**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la S.A.S. LES LIENS QUI LIBERENT relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la S.A.S. LES LIENS QUI LIBERENT à la fin de cet exercice.

**CAPSUD
expertise & audit**
Société d'expertise comptable et de
commissariat aux comptes, inscrite
au tableau de l'ordre des experts
comptables de la région de Montpellier
et sur la liste des commissaires aux
comptes, près la Cour d'Appel de
Montpellier.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Votre société applique des dispositions préconisées par le Guide Comptable Professionnel de l'Edition. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces dispositions en matière de valorisation des stocks, de provision pour risque de mévente et de dépréciation des créances d'à valoir sur les droits des auteurs. Nous avons vérifié que l'annexe des comptes annuels donne une information appropriée sur ces éléments.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En application de la loi, nous vous signalons que contrairement aux dispositions des articles L441-6-1 du code de commerce et D. 441-4 du code de commerce, applicables pour les exercices ouverts depuis le 1er Juillet 2016, le présent rapport n'expose pas les informations obligatoires relatives aux délais de paiement des créances clients et des dettes fournisseurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Montpellier, le 7 juin 2018

Le Commissaire aux comptes

CAPSUD Expertise et Audit



Sébastien MICHEL

S.A.S LES LIENS QUI LIBERENT

**Rapport des commissaires aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2017**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la S.A.S. LES LIENS QUI LIBERENT relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la S.A.S. LES LIENS QUI LIBERENT à la fin de cet exercice.

**CAPSUD
expertise & audit**
Société d'expertise comptable et de
commissariat aux comptes, inscrite
au tableau de l'ordre des experts
comptables de la région de Montpellier
et sur la liste des commissaires aux
comptes, près la Cour d'Appel de
Montpellier

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Votre société applique des dispositions préconisées par le Guide Comptable Professionnel de l'Edition. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces dispositions en matière de valorisation des stocks, de provision pour risque de mévente et de dépréciation des créances d'à valoir sur les droits des auteurs. Nous avons vérifié que l'annexe des comptes annuels donne une information appropriée sur ces éléments.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En application de la loi, nous vous signalons que contrairement aux dispositions des articles L441-6-1 du code de commerce et D. 441-4 du code de commerce, applicables pour les exercices ouverts depuis le 1er Juillet 2016, le présent rapport n'expose pas les informations obligatoires relatives aux délais de paiement des créances clients et des dettes fournisseurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Montpellier, le 7 juin 2018

Le Commissaire aux comptes

CAPSUD Expertise et Audit



Sébastien MICHEL

ETATS FINANCIERS

Bilan

BILAN ACTIF

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 699	5 699		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions	114 918	14 365	100 553	106 299
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	279 378	76 354	203 024	225 471
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations	380 875		380 875	380 875
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 400		10 400	10 400
Actif immobilisé	791 271	96 418	694 852	723 045
Stocks de matières premières, d'approvisionnements	86 163		86 163	89 908
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services	36 292		36 292	49 740
Stocks produits intermédiaires et finis	232 426	137 221	95 205	94 184
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	2 496		2 496	
Créances clients et comptes rattachés	565 423	17 250	548 173	1 544 524
Autres créances	1 237 774	176 006	1 061 768	730 280
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	450 737		450 737	252 687
<i>Dont actions propres</i>				
Disponibilités	119 691		119 691	238 005
Charges constatées d'avance	967		967	763
Actif circulant	2 731 968	330 477	2 401 491	3 000 090
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL	3 523 239	426 895	3 096 344	3 723 135

BILAN PASSIF

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel	15 000	15 000
<i>Dont versé</i>	15 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale	1 500	1 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours		
Autres réserves	26 542	16 165
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>	26 542	
Report à nouveau	2 154 389	1 753 759
RESULTAT DE L'EXERCICE	(197 855)	501 007
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	1 999 576	2 287 431
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	435 619	399 241
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges	435 619	399 241
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	220	211
Emprunts et dettes financières divers	30 000	30 000
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	223 627	310 573
Dettes fiscales et sociales	47 484	258 635
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	359 817	432 844
Produits constatés d'avance		4 200
Dettes	661 149	1 036 463
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL	3 096 344	3 723 135

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	France	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	986 590	54 112	1 040 702	2 273 595
Production vendue de services	5 576		5 576	6 054
Chiffre d'affaires net	992 166	54 112	1 046 278	2 279 649
Production stockée			(3 124)	60 272
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 400	20 714
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			46 773	71 527
Autres produits			8	8
Produits d'exploitation			1 098 335	2 432 169
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			86 488	149 871
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			4 609	5 485
Autres achats et charges externes			525 157	649 552
Impôts, taxes et versements assimilés			14 714	24 897
Salaires et traitements			156 621	163 685
Charges sociales			62 292	59 396
Dotations aux amortissements sur immobilisations			28 192	29 190
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			106 119	82 511
Dotations aux provisions pour risques et charges			36 378	
Autres charges			244 441	488 505
Charges d'exploitation			1 265 011	1 653 092
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(166 677)	779 077
Bénéfice attribué ou perte transférée				4 093
Perte supportée ou bénéfice transféré			32 782	38 993
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 158	1 633
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				6
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Produits financiers			1 158	1 640
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			505	608
Différences négatives de change				54
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières			505	662
RÉSULTAT FINANCIER			653	977

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(198 806)	745 155
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	956	150
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits exceptionnels	956	150
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6	3
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Charges exceptionnelles	6	3
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	950	148
Participation des salariés au résultat de l'entreprise		
Impôt sur les bénéfices		244 295
TOTAL DES PRODUITS	1 100 449	2 438 053
TOTAL DES CHARGES	1 298 304	1 937 045
BÉNÉFICE OU PERTE	(197 855)	501 007

ANNEXE

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de notre société ont été établis en euros en application des règles comptables françaises. Ces règles sont issues des articles L.123-12 à L. 123-28 et des articles R. 123-172 à R. 123-202 du Code de Commerce. En outre, le Plan Comptable Général 1999 a été respecté conformément au règlement 99-03 du Comité de Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels prévues par les articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général.

Le règlement de l'ANC 2016-07 du 04/11/2016 relatif à la réécriture du PCG applicable à la clôture de l'exercice est respecté.

Société Mère Consolidante

Les comptes de notre société sont compris, selon la méthode de la mise en équivalence, dans les comptes consolidés de la SA ACTES SUD 47, rue du Dr Fanton 13200 ARLES.

Méthodes d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Notre société applique les textes du CRC sur la définition, la comptabilisation, l'évaluation des actifs, l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques / Matériels et outillages	5 ans
Installations générales, agencements et aménagements	7 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	2 à 3 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
....	

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Stocks et en-cours

La valeur brute des stocks et en-cours de livres est évaluée conformément aux principes généraux du « Guide comptable professionnel de l'édition » et fait l'objet d'une valorisation unitaire par titre comprenant le coût des matières premières et les coûts de fabrication.

Une provision pour dépréciation dénommée « Risques de méventes » est appliquée à la date de clôture de l'exercice. Compte tenu de la spécificité de la ligne éditoriale de notre société, les ouvrages sont appréciés titre par titre selon les catégories 1, 2 et 3 décrites dans le Guide comptable professionnel de l'édition.

Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les « à-valoir » consentis sur les droits d'auteurs, éditeurs et traducteurs font l'objet d'une provision pour dépréciation calculée en fonction de l'année de parution des titres concernés, et destinée à traduire les risques de méventes.

Provision pour risques

En application du Guide comptable professionnel de l'édition, une provision pour risque de retour est constituée à la clôture de l'exercice.

Cette provision destinée à couvrir la possibilité offerte aux libraires de retourner dans un certain délai les livres invendus, est estimée en fonction des ventes à l'office des cinq derniers mois affectées d'un coefficient de retour moyen constaté.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

La comptabilisation du CICE a été réalisée par une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013) ;

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de reconstitution de leur fonds de roulement.

Pour mémoire, le CICE perçu en 2017 au titre de l'exercice 2016 s'est élevé à 2 039 €.

En 2017, les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

- Diminution des charges de personnel de 2 654 €.

Informations relatives aux opérations réalisées avec des entreprises liées

Une dette de 30 000 €, relative à une avance en compte courant de la société ACTES SUD SA, est comptabilisée au bilan de notre société dans la rubrique « Groupe et associés ».

Informations relatives aux filiales et participations

Notre société détient une participation de 22.97 % du capital de la SCI LES CONSULS, rue Droite 30190 Brignon.

La valeur de ces titres est inscrite à l'actif immobilisé de notre bilan pour 380 375 €.

Notre société a une créance envers la SCI DES CONSULS inscrite à l'actif circulant de notre bilan pour 621 668 €.

Au 31/12/2017, la SCI LES CONSULS affiche un capital de 1 658 000 €, et a réalisé un chiffre d'affaires de 82 505 € et un résultat net de - 42 064 €.

Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

Néant

Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

Engagements financiers donnés et reçus

Néant

IMMOBILISATIONS

Augmentations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	5 699		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	114 918		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	204 089		
Matériel de transport	2 397		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	72 892		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total des immobilisations corporelles	394 296		
Participations et mises en équivalence			
Autres participations	380 875		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	10 400		
Total des immobilisations financières	391 275		
TOTAL	791 271		

Diminutions

Rubriques	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors-service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			5 699	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			114 918	
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers			204 089	
Matériel de transport			2 397	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			72 892	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles			394 296	
Participations et mises en équivalence				
Autres participations			380 875	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			10 400	
Total des immobilisations financières			391 275	
TOTAL			791 271	

AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 699	0	0	5 699
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	8 619	5 746		14 365
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Inst générales, agencements et divers	37 297	20 409		57 706
Matériel de transport	2 397			2 397
Mat de bureau et informatique, mobilier	14 214	2 037		16 251
Emballages récupérables et divers				
Total immobilisations corporelles	62 526	28 192	0	90 719
TOTAL	68 226	28 192	0	96 418

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvement net amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnels	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions installations gales							
Inst techniques et outill. indust.							
Inst gales, agencements et divers							
Matériel de transport							
Mat de bureau, infor. et mobilier							
Emballages récupérables et divers							
Total des ventilations immos.							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL GENERAL							
	TOTAL DES DOTATIONS			TOTAL DES REPRISES			DOTATIONS - REPRISES

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	399 241	36 378		435 619
TOTAL	399 241	36 378		435 619

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours	128 781	54 007	45 567	137 221
Provisions sur comptes clients	6 676	11 561	987	17 250
Autres provisions pour dépréciation	134 592	41 414		176 006
TOTAL	270 049	106 982	46 554	330 477
TOTAL GÉNÉRAL	669 290	143 360	46 554	766 096

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 400		10 400
Total de l'actif immobilisé	10 400		10 400
Clients douteux ou litigieux	17 946		17 946
Autres créances clients	547 477	547 477	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	5 785	5 785	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices	182 876	182 876	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	21 812	21 812	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	3 950	3 950	
Etat – Divers	2 983	2 983	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	1 022 865	401 197	621 668
Total de l'actif circulant	1 805 694	1 166 080	639 614
Charges constatées d'avance	967	967	
TOTAL	1 817 061	1 167 047	650 014

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	220	220		
Emprunts et dettes financières divers	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	223 627	223 627		
Personnel et comptes rattachés	14 799	14 799		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	27 055	27 055		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 497	1 497		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 134	4 134		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	30 000	30 000		
Autres dettes	359 817	359 817		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	661 149	661 149		

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

Montant TTC

Immobilisations financières

- Créances rattachées à des participations

- Autres immobilisations financières

Créances

- Créances clients et comptes rattachés

4 408

- Autres créances (CVAE)

3 950

dont avoirs à recevoir

Valeurs mobilières de placement

Disponibilités

TOTAL**8 358**

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	220
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 721
Dettes fiscales et sociales	9 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	22 148
TOTAL	87 440

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Subventions		0
Téléphone	129	
Location matériel	44	
Maintenance informatique	351	
Documentation	283	
Médecine du travail	160	
Total	967	0

CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social

Catégories de parts ou d'actions	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture d'exercice	Valeur nominale
1- Actions ordinaires	15 000			15 000	1
2- Actions amorties					
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)					
4- Actions préférentielles					
5- Parts sociales					
6- Certificats d'investissements					
Total	15 000			15 000	

Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)

Catégories	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
1- Actions ordinaires			
2- Actions amorties			
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)			
4- Actions préférentielles			
5- Parts sociales			
6- Certificats d'investissements			

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels

Rubriques	Montant
Sur opération de gestion	
- Boni sur levée d'option de crédit-bail	
- Autres	956
Sur opération en capital	
- Produits de cession des éléments d'actif	
- Autres	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
- Reprises sur provisions	
- Transferts de charges	
Total des produits exceptionnels	956

Charges exceptionnelles

Rubriques	Montant
Sur opération de gestion	
- Autres	6
Sur opération en capital	
- Valeurs nettes comptables des éléments cédés	
- Autres	
Dotations aux provisions	
- Dotations aux provisions pour risques	
- Autres	
Total des charges exceptionnelles	6

TOTAL	950
--------------	------------

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ENTREPRISE

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'entreprise.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'entreprise.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Ingénieurs et cadres	3,00	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	3,00	

S.A.S LES LIENS QUI LIBERENT

**Rapport des commissaires aux comptes
Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2017**

**CAPSUD
expertise & audit**

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de la région de Montpellier et sur la liste des commissaires aux comptes, près la Cour d'Appel de Montpellier.

3 L - LES LIENS QUI LIBERENT
Société par actions simplifiée au capital de 15 000 euros
Siège social : 25 rue Docteur Blanchard, 30700 UZES
512 947 755 RCS Nîmes

Greffe du Tribunal de Commerce
Service des comptes annuels
12 rue Cité Foulc
30000 NIMES

Le 23 août 2018

Affaire : 3 L - LES LIENS QUI LIBERENT
N/Réf. : 45.00001/FD
Dépôt des comptes annuels

COURRIER REÇU LE
27 SEP. 2018
GREFFE
Tribunal de Commerce de Nîmes

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli, aux fins de dépôt au greffe, les documents suivants, certifiés conformes, savoir :

- les comptes annuels de la Société (bilan, compte de résultat et annexe) pour l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels,
- la proposition d'affectation du résultat soumise à la collectivité des associés et la résolution votée.

Vous trouverez également ci-joint un chèque bancaire pour le règlement des frais de dépôt.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Henri TROBERT
Président

